

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
Cellule Environnement SUD

Perpignan, le 06/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



SCAV Les Vignerons des Côtes d'Agly

Ancienne route de Maury
66310 ESTAGEL

Références : 2022 – 126 – PR/EX

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/07/2022 dans l'établissement SCAV Les Vignerons des Côtes d'Agly implanté Ancienne route de Maury 66310 ESTAGEL. L'inspection a été annoncée le 15/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite pour ce site de 3 ans.

Elle s'inscrit également dans l'Action Nationale 2022 sur l'utilisation et le stockage des fluides frigorigènes.

L'inspection a pour objet de vérifier la situation administrative du site et par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation "ICPE".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCAV Les Vignerons des Côtes d'Agly
- Ancienne route de Maury 66310 ESTAGEL
- Code AIOT dans GUN : 0006601410
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Historique Industriel:

Historiquement, la cave coopérative d'Estagel exploitée par la Société Coopérative Vinicole (SCV) Les Vignerons des Côtes d'Agly est autorisée par arrêté préfectoral n°2698/97 du 07/08/1997 à créer une unité de traitement des effluents.

Cette cave est le fruit de la fusion des caves de Montner en 1997, de Caudiès-de-Fenouillèdes en 2002, de Saint-Paul-de-Fenouillet en 2003, de Lesquerde en 2012 et Saleilles en 2019. Seul le site d'Estagel réalise la vinification. L'exploitant organise 2 sites d'apport lors des vendanges, aux caves de Saint-Paul-de-Fenouillet (puis transport en polybenne à Estagel) et d'Estagel. Elle regroupe une soixantaine de vignerons qui œuvrent sur les environ 500 ha de vigne, pour une production moyenne de 15.000 hl/an.

Les installations autorisées sont implantées sur les parcelles cadastrées sous les numéros suivants :

- Cave et ses annexes: A n°1383 et B n°435-436-437-439-3485-3541-3810-3936
- Unité de traitement: A n°642-643

Après remembrement cadastral, les installations sont implantées sur les parcelles suivantes :

- Cave et ses annexes: AB n°102-29-30
- Unité de traitement: AB n°34

La cave historique datant de 1910 et correspondant à l'actuelle parcelle n°149 a été vendue au conseil départemental et détruite pour la réalisation du contournement routier d'Estagel. La cave exploitée sur la parcelle n°102 a été construite en 1921 puis modifiée dans les années 30. Les cuves du bâtiment construit en 1966 situé sur la parcelle n°29, ont été détruites pour aménager le stockage de la SCV.

Cave:

La cave dispose d'une capacité de production de 57.000 hl. Les toitures sont équipées de panneaux photovoltaïques. Les bureaux sont raccordés au réseau public d'adduction d'eau potable. Le réseau interne des bâtiments techniques n'est pas connecté au réseau public. Il est alimenté par 2 puits privés situés dans des jardins en rive droite de l'Agly. La profondeur de ces puits semble inférieure à 10 mètres et le niveau statique de l'eau proche de 2 mètres. La canalisation d'eau traverse l'Agly et alimente par écoulement une cuve tampon permettant une disconnection physique entre le prélèvement et la cave. Cette eau prélevée, qui est traitée avec des pastilles de chlore, est distribuée dans la cave (lavage des sols, des cuves et des appareils). La cave fait analyser cette eau 3 fois par an. Le forage alimentant la cave à des fins de nettoyage, et cette eau n'entrant pas dans la composition du vin, l'ARS a confirmé à la coopérative que ce prélèvement d'eau à des fins agro-alimentaires est autorisé au titre de la santé publique.

Unité de traitement:

Le traitement des effluents est réalisé par évaporation forcé. Le bassin de stockage est équipé de 14 panneaux de type Nucléos. Ces panneaux d'évaporation sont nettoyés régulièrement par les salariés de la cave. Le bassin est curé une fois par an (50 à 100 m3) par la société Soucas/SITA/Sra Savac qui évacue les boues. La cave ne pratique pas l'épandage. Les terres de filtration et les rafles sont livrées à la société GrapSud. La cave ne traite pas les effluents des caves particulières.

TAR:

La tour aéro-réfrigérante (TAR) a été mise en place en 2007. Elle ne fonctionne qu'un mois par an dans le processus de thermo-vinification en août/septembre.

Historique administratif:

- ✓ Arrêté préfectoral n°2698/97 du 07/08/1997 portant autorisation de création et d'exploitation d'une unité de traitement d'effluents (rubriques: 2750 régime global d'autorisation, 2251 la capacité de production étant de 57000 hl/an pour une production annuelle d'environ 15000 hl. enregistrement). Il s'agit de l'acte de référence.
- ✓ Récépissé de déclaration n°197/07 du 05/10/2007 pour l'exploitation d'une tour aéroréfrigérante (TAR) sous la rubrique 2921-1b.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Thème 1 : action nationale FFF (contrôle généraliste)
- Thème 2: tour aéro-réfrigérante (TAR)

Au sujet du thème 1, il s'agit de l'action nationale 2022 sur les fluides frigorigènes. Le but est de contrôler le respect :

- ➔ des dispositions des articles R543-75 et suivants du code de l'environnement, notamment celles encadrant l'utilisation et le stockage des fluides frigorigènes ;
- ➔ des dispositions relatives aux détenteurs et aux opérateurs sur les fluides frigorigènes issues des règlements européens pris pour application du protocole de Montréal (Protection de la Couche d'Ozone) et du protocole de Kyoto (Réduction des Émissions de Gaz à Effets de Serre).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

1. « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
2. « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
3. « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

De manière générale, l'inspection a constaté que le site est bien tenu, tant sur le plan administratif que technique.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

<u>Nom du point de contrôle</u>	<u>Référence réglementaire</u>	<u>Proposition de suites</u>	<u>Délais</u>
Thème : action nationale FFF	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-106	Lettre de suite préfectorale	28 jours
Thème : action nationale FFF	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-79-1	Lettre de suite préfectorale	28 jours
TAR : Traitement préventif	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 2. b)	Lettre de suite préfectorale	28 jours

<u>Nom du point de contrôle</u>	<u>Référence réglementaire</u>	<u>Proposition de suites</u>	<u>Délais</u>
TAR : Prélèvements et analyses supplémentaires	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 3	Lettre de suite préfectorale	28 jours
TAR : Carnet de suivi	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. IV. 2.	Lettre de suite préfectorale	28 jours
Autre constat: situation administrative	Arrêté Préfectoral du 07/08/1997, article 1.4	Lettre de suite préfectorale	28 jours
Autre constat: stockage de produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 07/08/1997, article 2.1.1 et 2.1.2	Lettre de suite préfectorale	28 jours
Autre constat: eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 07/08/1997, article 3.5 et 3.5.1	Lettre de suite préfectorale	28 jours
Autre constat: risques d'incendie et d'explosion	Arrêté Préfectoral du 07/08/1997, article 7.3.1	Lettre de suite préfectorale	28 jours

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

<u>Nom du point de contrôle</u>	<u>Référence réglementaire</u>
Thème : action nationale FFF	Décret du 22/10/2018, article 4
Thème : action nationale FFF	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-78
Thème : action nationale FFF	Règlement européen du 16/09/2009, article 5 et 11
Thème : action nationale FFF	Règlement européen du 16/04/2014, article 12
TAR : Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 1. a)
TAR : Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 1. c)
TAR : Entretien préventif de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 2.
TAR : Nettoyage préventif de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 2. c)
TAR : Bilan annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. V.

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le résultat de la visite, 9 faits susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives ont été relevés et sont récapitulés dans le tableau des points de contrôle.

L'exploitant doit sous un délai de 28 jours, présenter ses observations et transmettre à l'inspection des installations classées, les justificatifs permettant de lever les écarts.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Thème : action nationale FFF

Référence réglementaire : Décret du 22/10/2018, article 4
Thème(s) : Produits chimiques, fluides frigorigènes fluorés
Prescription contrôlée : Rubrique 1185. Gaz à effet de serre fluorés 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg = DC
Constats : L'activité de refroidissement lors de la vinification est visée par la rubrique 1185-2a « Gaz à effet de serre fluorés... » emploi dans des équipements clos en exploitation. En déclaration sous contrôle si les équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg. Lors de la précédente visite, la cave avait déclaré de 75 kg. Depuis, l'exploitant a récupéré plusieurs groupes de froid provenant de différentes caves issues de la fusion de la structure. Ainsi, en amont de la visite et à la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis la liste des appareils concernés, à savoir : -Groupe de froid (100kW à 300kW) 40 kg de HCFC R22 soit 72,4 t eq CO2 -Groupe de froid (100kW à 300kW) « ESTAGEL » 48 kg de HCFC R22 soit 86,88 t eq CO2 -Groupe de froid (8kW) 13 kg de HFC R134a soit 18,59 t eq CO2 -Groupe de froid (100kW à 300kW) « LESQUERDE » 44 kg de HFC R407c soit 78,06 t eq CO2 et -Cuve inox avec refroidissement (RETROFIT) 4,5 kg de HFO/HFC R448a soit 6,64 t eq CO2 et 4,8 kg de HFC R434a soit 15,58 t eq CO2 -Cuve inox avec refroidissement 9,6 kg de HFC R434a soit 31,15 t eq CO2 Avec un total de 163,9 kg de gaz à effet de serre fluorés employés, la cave est non-classée pour la rubrique 1185 (les climatisations étant inférieures à 2 kg, celles-ci n'ont pas été prises en compte dans ce calcul). A noter que la cave ne dispose pas d'appareils contenant des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO2. L'inspection a remis la plaquette de sensibilisation des détenteurs d'équipements du froid et clim, établie par le ministère.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Thème : action nationale FFF

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-78
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes fluorés
Prescription contrôlée : Attestation de capacité Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99.
Constats : L'exploitant a présenté l'attestation de capacité de l'opérateur qui intervient sur l'ensemble des appareils du site (société BRUNET ERTIA, attestation de capacité de catégorie 1 n° 342534-R1 valable jusqu'au 29/06/2024). L'inspection a vérifié que l'opérateur est bien titulaire d'une attestation de capacité en cours de validité sur le site internet : https://www.syderep.ademe.fr/ La coopérative prévoit d'établir un contrat d'entretien des climatisations avec la société locale JOCLIM . L'inspection a rappelé la nécessité de s'assurer que cette société est titulaire d'une attestation de capacité.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Thème : action nationale FFF

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-106
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes fluorés
Prescription contrôlée : Attestation d'aptitude L'opérateur satisfait aux conditions de capacité professionnelle lorsque les personnes qui procèdent sous sa responsabilité aux opérations décrites à l'article R.543-76 sont titulaires : 1° Soit d'une attestation d'aptitude, correspondant aux types d'activités exercées et aux types d'équipements utilisés, délivrée par un organisme certifié ; 2° Soit d'un certificat équivalant à l'attestation d'aptitude mentionnée au 1°, délivrée dans un État membre de l'Union européenne et correspondant aux types d'activités exercées et aux types d'équipements utilisés.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter l'attestation d'aptitude de chaque opérateur qui intervient sur le site. Par ailleurs, la coopérative qui prévoit d'établir un contrat d'entretien des climatisations avec la société locale JOCLIM doit auparavant s'assurer que l'opérateur dispose d'une attestation d'aptitude. <u>Conformité à justifier :</u> La coopérative d'Estagel doit transmettre une copie de l'attestation d'aptitude de chaque opérateur qui intervient sur le site (certification de personne).
Réponse de l'exploitant:
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Thème : action nationale FFF

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/09/2009, article 5 et 11
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes fluorés
Prescription contrôlée : Interdiction d'utilisation des HCFC Art. 5 du règlement du 16/09/2009 1. La mise sur le marché et l'utilisation de substances réglementées est interdite. Art. 11 du règlement du 16/09/2009 3. Par dérogation à l'article 5, jusqu'au 31 décembre 2014, des hydrochlorofluorocarbures régénérés peuvent être mis sur le marché et utilisés pour la maintenance ou l'entretien des équipements de réfrigération, de climatisation et de pompes à chaleur existants, à condition que le récipient les contenant soit muni d'une étiquette précisant que la substance a été régénérée et contenant des informations sur le numéro de lot et sur le nom et l'adresse de l'installation de régénération. 4. Jusqu'au 31 décembre 2014, des hydrochlorofluorocarbures recyclés peuvent être utilisés pour la maintenance ou l'entretien des équipements de réfrigération, de climatisation et de pompes à chaleur existants, à condition d'avoir été récupérés dans de tels équipements. Ils peuvent uniquement être utilisés par l'entreprise qui a effectué la récupération dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou pour laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien.
Constats : D'après les fiches d'intervention et les tableaux récapitulatifs des appareils, 2 groupes froid (et une climatisation) contiennent de fluides frigorigènes de la catégorie des HCFC type R22. L'inspection a consulté par sondage, les dernières fiches d'intervention de ces appareils (2020 à 2022). Il ressort de cette vérification : - aucun rechargement en HCFC n'a été effectué ; - aucune réparation n'a été réalisée sur les équipements contenant des HCFC. L'inspection a rappelé que les HCFC peuvent toujours être utilisés à condition qu'il n'existe pas de fuite et qu'aucune réparation soit effectuée sur l'équipement. Dans le cas contraire, le fluide doit être récupéré par l'opérateur pour être détruit.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Thème : action nationale FFF

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-79-1
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes fluorés
Prescription contrôlée : Vignettes Art. R.543-79-1 du Code de l'environnement À compter du 1er juillet 2016, le contrôle d'étanchéité des équipements est attesté par l'apposition d'une marque de contrôle. Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement et que leur réparation ne peut être faite immédiatement, il est apposé sur l'équipement une marque dite de défaut d'étanchéité. Ces deux marques et les conditions de leur apposition sont définies par arrêté du ministre chargé de l'environnement. Art. 6 et 7 de l'AM du 29/02/2016
Constats : L'inspection a contrôlé par sondage que les équipements disposent d'une vignette. Les groupes des cuves RVS ne disposent pas d'une marque de contrôle (vignette) attestant du contrôle d'étanchéité de l'équipement. <u>Conformité à justifier :</u> La coopérative d'Estagel doit s'assurer auprès de la société BRUNET ERTIA, du marquage (vignette) attestant du contrôle d'étanchéité des équipements suivant : -Cuve inox avec refroidissement (RETROFIT) 4,5 kg de HFO/HFC R448a soit 6,64 t eq CO2 et 4,8 kg de HFC R434a soit 15,58 t eq CO2 -Cuve inox avec refroidissement 9,6 kg de HFC R434a soit 31,15 t eq CO2
Réponse de l'exploitant:
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Thème : action nationale FFF

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/04/2014, article 12
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes fluorés
Prescription contrôlée : Etiquetage Article 12 du règlement du 16/04/14 1. Les produits et équipements qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés ou qui en sont tributaires ne sont pas mis sur le marché s'ils ne sont pas étiquetés. Ceci s'applique uniquement : a) aux équipements de réfrigération ; b) aux équipements de climatisation ; c) aux pompes à chaleur ; d) aux équipements de protection contre l'incendie ; e) aux appareils de commutation électrique ; f) aux générateurs d'aérosol contenant des gaz à effet de serre fluorés, à l'exception des inhalateurs doseurs destinés à l'administration de produits pharmaceutiques ; g) à l'ensemble des conteneurs de gaz à effet de serre fluorés ; h) aux solvants à base de gaz à effet de serre fluorés ; i) aux cycles organiques de Rankine. [...] 3. L'étiquette requise en vertu du paragraphe 1 comporte les informations suivantes: a) une mention indiquant que le produit ou l'équipement contient des gaz à effet de serre fluorés ou qu'il en est tributaire ; b) la nomenclature acceptée par l'industrie pour les gaz à effet de serre fluorés concernés ou, à défaut, le nom chimique ; c) à compter du 1er janvier 2017, la quantité, exprimée en poids et en équivalent CO ₂ , de gaz à effet de serre fluorés contenue dans le produit ou l'équipement, ou la quantité de gaz à effet de serre fluorés pour laquelle l'équipement est conçu et le potentiel de réchauffement planétaire de ces gaz.
Constats : L'inspection a contrôlé par sondage que les équipements disposent de l'étiquetage visible et lisible et comprenant: - Le type de fluide ; - La quantité en kg ou en t eq CO ₂ ou le PRP.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : TAR : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 1. a)
Thème(s) : Risques chroniques, analyse méthodique des risques
Prescription contrôlée : Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. [...] L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">– la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;– les points critiques liés à la conception de l'installation ;– les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;– les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, et notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des points I.2.c et II.1.g du présent article. Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.[...] Sur la base de l'AMR sont définis : <ul style="list-style-type: none">– les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, les moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;– un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;– les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous. En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois tous les deux ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles. La révision de l'AMR donne lieu à la mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. [...]
Constats : Lors de la visite, l'inspection a vérifié par sondage les points « objet du contrôle » fixés par l'arrêté ministériel, à savoir : <ul style="list-style-type: none">– la présence d'une analyse méthodique des risques datant de moins de deux ans (dernières mises à jour en date du 28/05/2019 et 28/05/2021);– la prise en compte dans cette analyse méthodique des différentes situations de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation ;– la description de l'installation, schéma de principe, modalités de gestion ;– la liste des facteurs de risque propres à l'installation, liés aux quatre paramètres que sont l'implantation, la conception, les différentes situations de fonctionnement et configurations hydrauliques, les moyens de surveillance mis en œuvre. L'inspection note l'absence de bras morts. Ces éléments n'appellent pas d'observation particulière.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : TAR : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 1. c)
Thème(s) : Risques chroniques, procédures spécifiques
Prescription contrôlée : Les procédures spécifiques suivantes sont également définies par l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">– procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble), dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production;– procédures de gestion de l'installation pendant les arrêts et les redémarrages de l'installation, dans les différents cas de figure rencontrés sur l'installation :– suite à un arrêt de la dispersion d'eau par la ou les tours ;– en cas de fonctionnement intermittent (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage non prévisible) ;– en cas de fonctionnement saisonnier (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage prévisible) ;– suite à un arrêt prolongé complet ;– suite aux différents cas d'arrêts prolongés partiels pouvant survenir sur l'installation ;– autres cas de figure propre à l'installation. Les périodes d'arrêt et les redémarrages constituent des facteurs de risque pour l'installation, les modalités de gestion de l'installation pendant ces périodes doivent être établies par l'exploitant de manière à gérer ce risque, qui dépend notamment de la durée de l'arrêt et du caractère immédiat ou prévisible de la remise en service et de l'état de propreté de l'installation. Dans un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine après tout redémarrage intervenant après un arrêt prolongé ou redémarrage saisonnier, une analyse en <i>Legionella pneumophila</i> est réalisée.
Constats : Lors de la visite, l'inspection a vérifié par sondage les points « objet du contrôle » fixés par l'arrêté ministériel, à savoir : <ul style="list-style-type: none">– la présence d'un plan d'entretien ;– la fiche de stratégie de traitement préventif ;– la procédures d'entretien préventif, notamment procédure de nettoyage annuel et procédures de mise en œuvre du traitement préventif ;– la renseignement du carnet de suivi indiquant les mesures d'entretien préventif réalisées ;– la présence d'un plan de surveillance ;– la liste et définition des indicateurs de suivi avec leurs valeurs cibles et d'alerte ;– les procédures d'entretien, de suivi et d'actions en cas de dérive, dont description des actions en cas de dérive de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> le cas échéant et des actions de désinfections précisant produits utilisés et quantités injectées ;– la vérification de la présence et de la complétude du contenu des procédures spécifiques d'arrêt immédiat de la dispersion, et procédures de gestion de l'installation à l'arrêt et de redémarrage. <p>L'inspection note que l'installation est exploitée sur une courte période lors des vendanges (en 2021 : du 1er septembre au 11 octobre). L'exploitant a adapté son dossier TAR à ce mode de fonctionnement.</p> <p>Ces éléments n'appellent pas d'observation particulière.</p>
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : TAR : Entretien préventif de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 2.
Thème(s) : Risques chroniques, redémarrage
Prescription contrôlée : L'installation, en particulier ses parties internes, est maintenue propre et dans un bon état de surface avant tout redémarrage et pendant toute la durée de son fonctionnement. Avant tout redémarrage et en fonctionnement, l'exploitant s'assure du bon état et du bon positionnement du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires. Lors d'un changement de dispositif de limitation des entraînements vésiculaires, l'exploitant s'assure auprès du fabricant de la compatibilité de ce dernier avec les caractéristiques de la tour, pour le respect du taux d'entraînement vésiculaire défini au 2.5.
Constats : Lors de la visite, l'inspection a vérifié par sondage les points « objet du contrôle » fixés par l'arrêté ministériel, à savoir que l'exploitant réalise: – la vérification visuelle sur site de la propreté et du bon état de surface de l'installation ; – la vérification visuelle sur site du bon état et du bon positionnement du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires lorsque celui-ci est visible ou accessible ; en cas de changement du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires, présence d'un justificatif précisant la compatibilité de ce dernier avec les caractéristiques de la tour. Lors de la visite, l'installation est à l'arrêt. Le contrôle visuel montre une installation propre et faible entartrée. Ces éléments n'appellent pas d'observation particulière.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : TAR : Traitement préventif
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 2. b)
Thème(s) : Risques chroniques, traitement préventif
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit.</p> <p>L'exploitant peut mettre en œuvre tout procédé de traitement, physique et/ou chimique, dont il démontre l'efficacité sur la gestion du risque de prolifération et dispersion des légionelles.</p> <p>L'exploitant s'efforce de concevoir ce traitement préventif de manière à limiter l'utilisation de produits néfastes pour l'environnement.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien.</p> <p>Dans le cas où le traitement préventif comprend un traitement chimique, les concentrations des produits dans l'eau du circuit sont mises en œuvre à des niveaux efficaces pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, ne présentant pas de risque pour l'intégrité de l'installation et limitant les impacts sur le milieu.</p> <p>L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets.</p> <p>En cas d'utilisation d'injections ponctuelles de biocide(s) en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement. Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible. Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement, et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.</p> <p>Pour les nouvelles installations, ou en cas de changement de stratégie de traitement pour les installations existantes, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées et démontre l'efficacité du traitement pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des Legionella pneumophila par la réalisation d'analyses hebdomadaires en Legionella pneumophila, a minima pendant deux mois, et jusqu'à obtenir 3 analyses consécutives inférieures à 1 000 UFC/L. La stratégie de traitement elle-même constituant un facteur de risque, toute modification (produit ou procédé) entraîne la mise à jour de l'AMR, du plan d'entretien et du plan de surveillance et de la fiche de stratégie de traitement.</p> <p>Le dispositif de purge de l'eau du circuit permet de maintenir les concentrations en sels minéraux dans l'eau du circuit à un niveau acceptable, en adéquation avec la stratégie de traitement de l'eau.</p> <p>Les appareils de traitement et les appareils de mesure sont correctement entretenus et maintenus, conformément aux règles de l'art. L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits pour faire face à un besoin urgent ou à des irrégularités d'approvisionnement.</p> <p>Constats : Lors de la visite, l'inspection a vérifié par sondage les points « objet du contrôle » fixés par l'arrêté ministériel, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> – le fonctionnement du dispositif de purge ; – le document attestant de l'étalonnage des appareils de traitement et des appareils de mesure présents sur l'installation; – le fonctionnement des appareils de traitement et des appareils de mesure présents sur l'installation. <p>Lors de la visite, le contrôle visuel du dispositif de purge fait apparaître que le réseau de la TAR n'est pas suffisamment séparé du circuit d'alimentation de la cave. En particulier, le dispositif de disconnection présent, est placé en amont de la vanne de purge directement branchée au circuit d'alimentation de la cave. Le circuit de la TAR devrait être indépendant du circuit d'alimentation en eau de la cave.</p>

Par ailleurs, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le document attestant de l'étalonnage des appareils de traitement et des appareils de mesure présents sur l'installation.

Conformité à justifier :

La coopérative d'Estagel doit :

- s'assurer que le dispositif de purge de la TAR est séparé du circuit d'alimentation de la cave, notamment en plaçant le dispositif de disconnection entre le circuit de purge et l'alimentation en eau, ainsi qu'en identifiant les réseaux;
- transmettre le document attestant de l'étalonnage des appareils de traitement et des appareils de mesure présents sur l'installation.

Réponse de l'exploitant:

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : TAR : Nettoyage préventif de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 2. c)
Thème(s) : Risques chroniques, nettoyage
Prescription contrôlée : Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la tour de refroidissement, de ses parties internes et de son bassin, est effectuée au minimum une fois par an. Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles. Si le nettoyage préventif annuel nécessite la mise à l'arrêt complet de l'installation, et que l'exploitant se trouve dans l'impossibilité technique ou économique de réaliser cet arrêt, il doit en informer le préfet et lui proposer la mise en œuvre de mesures compensatoires. L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert. Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.
Constats : Lors de la visite, l'inspection a vérifié par sondage les points « objet du contrôle » fixés par l'arrêté ministériel, à savoir : <ul style="list-style-type: none">– le renseignement du carnet de suivi sur la réalisation effective du nettoyage annuel ;– la présence d'une procédure spécifique en cas d'utilisation d'un à jet d'eau sous pression pour le nettoyage ;– la présence le cas échéant de prescriptions dans l'arrêté préfectoral autorisant la mise en œuvre de mesures compensatoires en cas d'impossibilité de réaliser le nettoyage annuel. L'exploitant consigne sur le carnet de suivi, la date de réalisation du nettoyage annuel (nettoyage à l'eau claire). Au regard de la faible période d'exploitation de la TAR, l'appareil ne nécessite pas de nettoyage au jet d'eau sous pression.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : TAR : Prélèvements et analyses supplémentaires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 3
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance
Prescription contrôlée : Dans le cadre du plan de surveillance, l'exploitant identifie les indicateurs physico-chimiques et microbiologiques pertinents qui permettent de diagnostiquer les dérives au sein de l'installation, en complément du suivi obligatoire de la concentration en Legionella pneumophila dans l'eau du circuit [...] La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum bimestrielle pendant la période de fonctionnement de l'installation.[...] Le prélèvement est réalisé par un opérateur formé à cet effet sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. [...] Le laboratoire, chargé par l'exploitant des analyses en vue de la recherche des Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (version 2020) [...] Les résultats sont présentés selon la norme NF T90-431 (version 2020) ou toute autre méthode reconnue par le ministère en charge des installations classées. Les résultats sont exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L). [...] Les résultats d'analyses de concentration en Legionella pneumophila sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements. L'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation de prélèvements et analyses supplémentaires[...]
Constats : Lors de la visite, l'inspection a vérifié par sondage les points « objet du contrôle » fixés par l'arrêté ministériel, à savoir : <ul style="list-style-type: none">– la présence dans le carnet de suivi d'analyses des Legionella pneumophila ;– la présence dans le plan de formation des éléments justificatifs relatifs à la formation des opérateurs réalisant les prélèvements ;– l'identification du point de prélèvement ;– la vérification du strict respect du délai de quarante-huit heures minimum entre la réalisation d'un choc curatif biocide et le prélèvement en vue de l'analyse des légionelles. L'inspection note qu'au regard de la courte période d'exploitation de la TAR, une seule analyse legio est réalisée 7 jours après le traitement choc opéré après le nettoyage et la mise en service. Par ailleurs, l'exploitant a présenté le plan de formation des opérateurs de la TAR, à savoir Mme VILA et M COBO dont la dernière formation en 2019 est valable 5 ans. Suite au départ en retraite de M COBO, l'exploitant doit transmettre l'attestation de formation initiale de son remplaçant M BONNET.
Conformité à justifier : La coopérative d'Estagel doit transmettre l'attestation de formation initiale (opérateur de la TAR) de M BONNET.
Réponse de l'exploitant:
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : TAR : Carnet de suivi

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. IV. 2.
Thème(s) : Risques chroniques, carnet de suivi
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne :</p> <ul style="list-style-type: none">– les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ;– les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ;– les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ;– les périodes d'arrêts complet ou partiels ;– le tableau des dérives constatées pour la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ;– les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ;– les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curatives (dates / nature des opérations / identification des intervenants / nature et concentration des produits de traitement / conditions de mise en œuvre) ;– les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs ;– les modifications apportées aux installations. <p>Sont annexés au carnet de suivi :</p> <ul style="list-style-type: none">– le plan des installations [...]– l'analyse méthodique des risques et ses actualisations successives depuis le dernier contrôle ;– les plans d'entretien et de surveillance et les procédures de gestion du risque de légionelles ;– le plan de formation ;– les rapports d'incident et de vérification ;– les bilans annuels successifs [...]– les résultats des prélèvements et analyses effectuées pour le suivi des concentrations en <i>Legionella pneumophila</i> [...]– les résultats de la surveillance des rejets dans l'eau tels que définie à l'article 5.5. <p>Le carnet de suivi est propriété de l'installation. Le carnet de suivi et les documents annexés sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées. [...]</p>
<p>Constats : Lors de la visite, l'inspection a vérifié par sondage les points « objet du contrôle » fixés par l'arrêté ministériel, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none">– la présentation du carnet de suivi complet et tenu à jour;– la présentation des annexes du carnet de suivi complètes et tenues à jour. <p>Les principales opérations réalisées lors de l'exploitation de la TAR sont consignées dans le carnet de suivi. Toutefois, certaines opérations sont absentes ou peu développées (exemples : déplacement de la TAR suite à la mise en service d'un groupe froid additionnel, déclinaison des opérations de mise en route et d'arrêt, purge, mesures réalisées...).</p> <p><u>Conformité à justifier :</u></p> <p>La coopérative d'Estagel doit s'assurer que toutes les opérations sont consignées et développées (exemples : déplacement de la TAR suite à la mise en service d'un groupe froid additionnel, déclinaison des opérations de mise en route et d'arrêt, purge, mesures réalisées...).</p>
Réponse de l'exploitant:
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : TAR : Bilan annuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. V.
Thème(s) : Risques chroniques, bilan annuel
Prescription contrôlée : Les résultats des analyses de suivi de la concentration en Legionella pneumophila, les périodes d'utilisation avec leur mode de fonctionnement et les périodes d'arrêt complet ou partiel, ainsi que les consommations d'eau sont adressés par l'exploitant à l'inspection des installations classées sous forme de bilans annuels interprétés. Ces bilans sont accompagnés de commentaires sur : <ul style="list-style-type: none">– les éventuelles dérives constatées et leurs causes, en particulier lors des dépassements de concentration de 1 000 UFC/L en Legionella pneumophila, consécutifs ou non consécutifs ;– les actions correctives prises ou envisagées ;– l'évaluation de l'efficacité des mesures mises en œuvre, par des indicateurs pertinents. Le bilan de l'année N – 1 est établi et transmis à l'inspection des installations classées pour le 31 mars de l'année N.
Constats : Lors de la visite, l'inspection a vérifié par sondage les points « objet du contrôle » fixés par l'arrêté ministériel, à savoir la présence des bilans annuels interprétés successifs depuis le dernier contrôle annexés au carnet de suivi. Ces éléments n'appellent pas d'observation particulière.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autre constat: situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/1997, article 1.4
Thème(s) : Situation administrative, situation administrative
Prescription contrôlée : Les installations autorisées sont visées à la nomenclature des installations classées, sous les rubriques suivantes: 1434, 2251, 2260, 2750, 2920 Récépissé de déclaration n°197/07 du 05/10/2007 pour l'exploitation d'une tour aéroréfrigérante (TAR) sous la rubrique 2921-1b.
Constats : Lors de la visite précédente, l'inspection avait fait le point sur la situation administrative en recensant les rubriques ICPE et IOTA suivantes: <ul style="list-style-type: none">- 2251 « préparation conditionnement de vins » la capacité de production étant > à 20.000 hl, 25.000 hl/an de moyenne, capacité autorisée de 57.000 hl/an → régime de l'enregistrement- 2750 « station d'épuration collective », (rubrique sans seuil). La cave reste classée sous le régime global de l'autorisation pour cette rubrique- 2921-1b « Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle » (TAR). → régime de Déclaration sous Contrôle.- 2.1.5.0 "Rejets d'eau pluvial" pour une surface de 13.510 m² → régime de déclaration A noter, les rubriques suivantes étaient jusqu'alors non-classées: <ul style="list-style-type: none">- 1510 « Stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts ».- 2910 « Combustion ». Lors de la visite, l'inspection a constaté que la cave dite "66" dont une partie est dédiée au stockage de matière (entrepôt couvert), a été réorganisée après le démantèlement des socles des anciennes cuves. L'inspection signale que la Note de doctrine générale n° BRTICP/2011-331/AL-PB du 28/11/11 relative au classement des stockages associés à certaines activités de production alimentaire (consultable sur le site Internet: https://aida.ineris.fr/consultation_document/25540) a précisé les conditions de prise en compte des vins en fonction du titre alcoométrique. Pour ce classement il convient d'intégrer : <ul style="list-style-type: none">• d'une part, la masse d'alcool des vins de titre alcoométrique strictement supérieur à 10 %. A titre forfaitaire, une densité d'éthanol dans le vin égale à 0,8 peut être prise en compte pour le calcul de cette masse ;• d'autre part, la masse des autres matériaux combustibles présents, en particulier les contenants et les produits de conditionnement (fûts ou cuves en bois, palettes...). L'exploitant avait transmis le calcul du stockage et avait déclaré 19 tonnes de vins stocké, 4,7 tonnes de palettes et 2 tonnes d'étiquettes et cartons. Par ailleurs, le décret n° 2018-704 du 03/08/18 a modifié le seuil de classement de la rubrique 2910 "combustion" qui est désormais en déclaration sous contrôle si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW. Or la puissance installée est supérieure à 1MW.
Conformité à justifier : La coopérative d'Estagel doit: <ul style="list-style-type: none">- justifier du régime de classement de la rubrique 1510 "entrepôts couverts" en transmettant un nouveau calcul;- transmettre à la préfecture une demande d'antériorité concernant la rubrique 2910 "combustion" conformément à l'article R.513-1 II du code de l'environnement.
Réponse de l'exploitant:
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autre constat: stockage de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/1997, article 2.1.1 et 2.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, stockages des produits dangereux
Prescription contrôlée : article 2.1.1 objectifs généraux [...] L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour limiter le risque de pollution des eaux, de l'air ou des sols [...] article 2.1.2 conception et aménagement de l'établissement [...] les récipients fixes de produits toxiques ou dangereux doivent porter de manière très lisible la dénomination exact de leur contenu, le numéro et le symbole de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence à proximité de l'atelier de maintenance, d'une cuve de stockage des huiles de vidange issues de l'entretien des différents appareils, sans rétention ni dénomination du produit et symbole de danger. L'exploitant a indiqué que ce stockage sera éliminé. <u>Conformité à justifier :</u> La coopérative d'Estagel doit: - soit justifier de la mise en place d'une rétention conforme et l'affichage de la dénomination exact du contenu, le numéro et le symbole de danger, de la cuve de stockage des huiles de vidange; - soit justifier de l'élimination des huiles de vidange et de sa cuve de stockage, vers les filières autorisées.
Réponse de l'exploitant:
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autre constat: eaux indusrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/1997, article 3.5 et 3.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, eaux industrielles
Prescription contrôlée : article 3.5 eaux industrielles Le réseau de collecte des eaux industrielles doit être raccordé à une unité de traitement des eaux. Le rejet de ces eaux, sans traitement, dans le milieu naturel est interdit en toute circonstance. article 3.5.1 traitement des eaux industrielles [...] Les installations de traitement doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.
Constats : Suite à la précédente inspection, la coopérative a fait réaliser par l'organisme d'inspection des réseau d'assainissement "Subréseaux" un contrôle télévisuel des canalisations de collecte des effluents. Le rapport en date du 12/12/2019 signal qu'une partie du réseau (cuviers de collecte des effluents dans la cave dite "39") n'est plus étanche. L'exploitant indique que la cave dite "39" est consacrée au stockage du vin et non à la vinification, limitant les manipulations et par conséquent limitant les effluents. La coopérative n'a pas pu mener à terme le projet de réparation du dispositif dégradé durant la période de crise sanitaire. Dans l'attente d'une solution technique pérenne et à coût financier acceptable, la coopérative a condamné les cuviers concernés et collecte les effluents via un réseau mobile par pompage.
Conformité à justifier : La coopérative d'Estagel doit: - dans un premiers temps, avant la réparation de l'étanchéité du réseau, s'assurer que la partie du réseau de collecte des effluents dégradée (cuviers non-étanches) n'est pas exploitée par l'affichage une consigne particulière; - dans un second temps, justifier de la réparation du dispositif de collecte des effluents dégradé.
Réponse de l'exploitant:
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autre constat: risques d'incendie et d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/1997, article 7.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, risques d'incendie et d'explosion
Prescription contrôlée : Les moyens de prévention, de protection et de défense contre les sinistres doivent être étudiés avec un soin proportionné à la nature des conséquences de ceux-ci L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur. [...]
Constats : Le plan des installations facilitant l'intervention des secours n'est pas à jour. <u>Conformité à justifier :</u> La coopérative d'Estagel doit justifier de la mise à jour du plan des installations facilitant l'intervention des secours, comprenant notamment les zones à risque et principaux réseaux telles que la zone de la cave disposant de panneaux photovoltaïques en toiture, le transformateur associé à la centrale photovoltaïques, les principales vannes du réseau d'eau et des effluents, dégrilleur, cuve tampon d'alimentation en eau...
Réponse de l'exploitant:
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet